



Kaléidoscope

Revue mensuelle des publications sur le développement

Département de la Recherche
RCH/AGC

Numéro 17 - Septembre 2004

Editorial

Deuxième Forum urbain mondial Les villes : carrefour de cultures (Barcelone, 13-17 septembre 2004)

Lancé par l'ONU-Habitat en 2002, le Forum vise à aider la communauté internationale à répondre à l'un des défis les plus importants du millénaire : l'urbanisation.

Ce Forum n'est pas un lieu de négociation mais de rencontre permettant aux représentants de gouvernements, aux autorités locales, aux ONG, au secteur privé et aux experts de se réunir autour des thèmes de l'aménagement et de la gestion de l'espace urbain. Il participe à la réflexion sur la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement et du Programme pour l'Habitat. Le premier Forum, qui s'est tenu à Nairobi au Kenya, en avril 2002, portait sur « l'urbanisation durable » et ses conclusions ont été présentées au Sommet mondial pour le développement durable à Johannesburg en septembre 2002.

Alors que trois milliards de personnes, soit 50 % de la population mondiale, vivent déjà en zone urbaine, plus d'un milliard habite dans des bidonvilles et leur nombre pourrait doubler dans les trente prochaines années. D'où l'accent mis par ce deuxième Forum sur la question de l'inclusion et de l'intégration.

Le Forum s'articule autour de neuf dialogues :

- Quatre sur les partenariats :
 - . cultures urbaines : la globalisation et la culture dans un monde urbanisé ;
 - . réalités urbaines : les innovations et les nouvelles politiques urbaines ;
 - . renaissance urbaine : l'évolution des villes ;
 - . gouvernance urbaine : l'implication de la société civile dans l'amélioration de la gouvernance locale.
- Cinq sur des sujets thématiques
 - . les pauvres en milieu urbain : l'amélioration des conditions de vie des habitants des bidonvilles - évaluer les moyens, les programmes et les politiques existants afin de permettre la réalisation des objectifs ;
 - . ressources urbaines : le financement et la mobilisation des capitaux locaux pour l'amélioration des bidonvilles ;
 - . durabilité urbaine : l'écologie, l'économie et la société - créer une culture de la durabilité grâce à la gestion urbaine ;
 - . désastres urbains : les actions humanitaires durables dans des environnements post-catastrophe ;
 - . services urbains : dialogue pour rendre le secteur privé favorable aux populations pauvres.

Sans avoir de vocation décisionnelle, cette manifestation permet la confrontation des idées et renvoie à la façon dont se construisent les villes : par le dialogue et la coopération d'un parterre d'acteurs diversifiés. ChS/VS

<http://www.unhabitat.org/wuf/2004/default.asp>

Dans ce numéro

L'EAU

Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord
L'eau douce et le tourisme dans le Bassin méditerranéen
Les mesures de la performance des systèmes d'assainissement
Agenda

LA TERRE

Gouverner les très grandes métropoles
Statistiques internationales sur l'énergie
Valoriser la terre : la recette ? Un Etat fort
Agenda

LES HOMMES

Formation professionnelle et réforme de l'apprentissage
Pour une mondialisation solidaire
Développement communautaire : analyse critique
Agenda

LES ORGANISATIONS

Responsabilité du banquier : entreprise en difficulté, crédit fautif, expertise
Industrialisation, environnement et Objectifs du millénaire pour le développement en Afrique subsaharienne
Le défi de la philanthropie mondiale
Agenda

DROIT, REGULATION

Economie politique internationale
Rapport 2004 sur la gestion des risques à la BEI
Nouvelles technologies financières de gestion des risques
Agenda

GEOGRAPHIES

La Turquie moderne et l'islam
La Gambie
Nigeria 2004
Agenda

Sources

L'EAU

➤ L'ouvrage

Water in the Middle East and in North Africa - L'eau au Moyen-Orient et en Afrique du Nord - ss direction Zereini, F. ; Jaeschke, W. - SPRINGER, 2004 - 370 p. - Cote U3.161

Ressource naturelle la plus précieuse et la plus indispensable dans les pays du Moyen-Orient et en Afrique du Nord, l'eau est essentielle pour la croissance de l'économie de ces régions dans une optique de développement durable. Les rédacteurs de cet ouvrage présentent les derniers résultats de leurs recherches sur la situation actuelle de l'eau dans cette zone et les enjeux qu'elle représente pour une coexistence paisible entre pays frontaliers. Cet ouvrage propose plusieurs réflexions sur les ressources en eau, la gestion de l'eau et l'eau comme cause de conflit. Sont également étudiés les problèmes concernant la protection des eaux souterraines et des eaux de surface, ainsi que le transfert des technologies environnementales nécessaires pour en assurer la meilleure gestion possible par les pays de la zone.

➤ Le rapport web

Fresh Water and Tourism in the Mediterranean - L'eau douce et le tourisme dans le Bassin méditerranéen - WWF Mediterranean Programme, 2004 - 35 p.

Selon ce rapport, l'explosion touristique menace les ressources en eau douce des régions littorales de la Méditerranée. La construction généralisée de terrains de golf et de piscines, de Gibraltar à Beyrouth est notamment pointée du doigt : l'arrosage d'un terrain de golf engloutit chaque année environ un million de m³ d'eau par hectare, soit autant qu'une ville de 12.000 habitants. Huit terrains sont actuellement en construction dans la seule île de Chypre. Le littoral méditerranéen attire chaque année environ 200 millions de touristes, la plupart en été, au moment même où les réserves en eau sont au plus bas. En 2025, le nombre de touristes pourrait atteindre 235 à 355 millions. Actuellement, chaque touriste consomme entre 350 à 850 litres d'eau par jour, une quantité qui pourrait être divisée par deux si les gouvernements et les vacanciers s'efforçaient d'économiser le précieux liquide, affirme le WWF. Par ailleurs, les réseaux d'adduction et de traitement des eaux usées, insuffisants, inefficaces, voire inexistant, peinent à répondre à la demande estivale, ce qui ajoute à la pollution des maigres ressources d'eau douce. Les eaux usées se déversent par gros volumes dans les rivières et la mer parce qu'un certain nombre d'installations touristiques se trouvent dans des zones isolées qui ne sont pas reliées aux égouts.

<http://217.167.236.241/DOCKBAFD/547.pdf>

➤ L'article

Les mesures de la performance des systèmes d'assainissement - Détoç, S. ; Maugendre, J.P. ; Desmars, M. ; Rideau, J.P. - TSM, n° 5, mai 2004 pp. 44-50

La mesure de la performance des systèmes d'assainissement est examinée sous l'angle de la performance des services et de la performance environnementale. Différentes démarches sont actuellement en cours pour définir des indicateurs de performance de l'assainissement adaptés aux besoins des exploitants et des services de l'Etat. Cet article décrit leurs objectifs, leurs périmètres d'action, leurs attendus. Conçus pour optimiser la gestion des services ou orienter l'action des organismes publics, ces indicateurs visent aussi un objectif de communication auprès des usagers. Leur mise en cohérence apparaît une nécessité, tout d'abord en partageant les vocabulaires et les définitions puis les méthodes d'élaboration des indicateurs afin d'optimiser l'acquisition des données servant à les établir.

➤ L'agenda

- *Maîtrise d'ouvrage et pratiques gestionnaires de l'eau – Institut régional de Coopération-Développement, 10-11 septembre 2004, Strasbourg, France*
- *5th International Symposium - Echohydrauliques 2004 – IAHR, 10-17 septembre 2004, Madrid, Espagne*
- *Congrès mondial de l'eau – IWA, 19-24 septembre 2004, Marrakech, Maroc*
- *Les relations entre gestion des eaux et gestion des territoires dans le Bassin méditerranéen – Association Echanges méditerranéens pour l'eau, la forêt, 20-21 septembre 2004, Aix-en-Provence, France*
- *Aquatech 2004, 29 septembre-1^{er} octobre 2004, Amsterdam, Hollande*

LA TERRE

➤ L'ouvrage

Gouverner les très grandes métropoles : institutions et réseaux techniques ss direction Lorrain, D.; Le Gales, P. - *La Documentation Française - Revue française d'administration publique, n° 107, 2004 - 494 p. – Cote U2.119*

La formation de très grandes métropoles, entre 2 et 25 millions d'habitants, constitue un fait nouveau de grande importance dans l'histoire urbaine et politique. Des questions multiples en découlent : effets sur l'environnement, conséquences en terme de dynamisme économique, changement dans les modes de vie. Ce numéro explore la question plus immédiate du gouvernement de pareils ensembles urbains. Comment peuvent-ils être gouvernés ? La gigantisme ne conduit-il pas au chaos ? Ce volume de la RFAP propose une explication au paradoxe de l'impossible gouvernement des très grandes métropoles à partir de l'analyse de cinq cas de métropoles des pays développés (Londres, Berlin, Paris, Barcelone, Montréal) et de quatre autres des pays émergents (Bombay, Le Cap, São Paulo, Singapour).

➤ Le rapport web

International Energy Outlook - Statistiques internationales sur l'énergie US Department of Energy, 2004 - 256 p.

Ce rapport propose un examen des tendances à l'horizon 2025 de la demande énergétique mondiale sur la base de données allant de 1970 à 2001. Il innove par une discussion sur les questions régionales de consommation d'usage final dans les secteurs résidentiels, commerciaux et industriels. Le premier chapitre discute de l'incertitude inhérente à l'établissement de projections internationales d'énergie. Le statut des indicateurs environnementaux, y compris les émissions globales de carbone, est ensuite passé en revue. Le rapport recense également les données par source d'énergie et propose des projections régionales de consommation pour le pétrole, le gaz naturel et le charbon. Un chapitre sur les marchés de l'électricité examine les tendances pour l'énergie nucléaire et l'hydroélectricité, et d'autres ressources énergétiques renouvelables. Le rapport se termine par une discussion sur l'énergie et ses conséquences environnementales, en se référant plus particulièrement aux perspectives d'émissions globales d'anhydride carbonique dans différents pays.

<http://217.167.236.241/DOCKBAFD/520.pdf>

➤ L'article

Valoriser la terre : la recette ? Un Etat fort - Marchés Tropicaux - août 2004 - pp. 1749-1766

Pour valoriser la terre, il faut sécuriser les droits de l'exploitant. Pour ce faire, le droit de propriété n'est pas la seule, ni la meilleure solution, bien que la Banque mondiale souhaite le mettre en place afin de créer un marché foncier. "Une boîte de Pandore qui s'ouvrirait", selon des spécialistes de l'AFD. Ce dossier présente une synthèse de J. M. Gravellini, V. Papazian, J. F. Jullien, J. C. Devèze et A. Félix de la Division développement rural et agro-industries de l'Agence sur ce très délicat sujet d'actualité en Afrique de l'Ouest. Bien avant que les autres bailleurs de fonds s'y intéressent, l'AFD traitait déjà de la question de la valorisation des terres et donc du système foncier de façon spécifique, au cas par cas, au niveau local. Depuis quelques années, et notamment avec l'émergence du concept de développement durable, l'approche est globale : on recherche en même temps l'amélioration des performances agricoles, l'implication des acteurs et l'insertion des économies agricoles dans un environnement international. Face à cela, dans son approche d'agence de développement, l'AFD se trouve écartelée entre deux écoles : trouver des solutions sans légiférer ou adopter des lois foncières ? Un débat qui devra être tranché rapidement.

➤ L'agenda

- 19^{ème} Congrès mondial sur l'énergie – Conseil mondial de l'énergie, 5-9 septembre 2004, Sydney, Australie
- Forum urbain mondial 2004 – UN Habitat, 13-17 septembre 2004, Barcelone, Espagne
- 9^{ème} Colloque international francophone des spécialistes en évaluation environnementale IEPF, 20-25 septembre 2004, Ouagadougou, Burkina Faso
- Table ronde de l'OCDE sur le développement durable, l'énergie renouvelable – OCDE/Banque mondiale, 22-23 septembre 2004, Paris, France
- 4^{ème} édition du Forum européen du management de l'environnement, de la sécurité et du développement durable, 29-30 septembre 2004, Lille, France

LES HOMMES

➤ L'ouvrage

Vocational Education and Training Reform - Formation professionnelle et réforme de l'apprentissage - Banque mondiale ; OIT, 2004 – 542 p. - Cote H2.146

Cet ouvrage part du constat que les programmes de formation professionnelle et d'apprentissage mis en place par les Etats pour faire face à l'augmentation du chômage et répondre au besoin de diminuer la pression sur l'enseignement supérieur, n'ont pas donné les résultats escomptés. Il retrace et résume les expériences menées par 19 pays ayant entrepris de réformer leur politique dans ce secteur afin d'en améliorer la performance. L'ouvrage identifie les obstacles rencontrés dans la mise en œuvre des ajustements rendus nécessaires par l'évolution des marchés du travail et les approches innovantes qui ont été adoptées pour surmonter ces obstacles. Un premier chapitre regroupe des cas choisis parmi les économies en transition ; un deuxième chapitre traite des pays à croissance rapide ; une troisième partie est consacrée aux pays à faible croissance. Une dernière partie se compose de deux études de cas relatives à l'Australie et l'Allemagne.

➤ Le rapport web

Pour une mondialisation solidaire : le développement social dans les programmes de coopération internationale - Ministère de la Coopération, du Développement et de la Francophonie, 2004 - 64 p.

Cette brochure rend compte des actions de coopération lancées depuis cinq ans et propose un cadre de réflexion et d'action articulé autour de trois axes stratégiques. Le premier vise à assurer un lien entre les engagements pris dans les grandes rencontres internationales et les actions de terrain (en appuyant la préparation et la participation des pays du Sud aux grands Sommets, en initiant des rencontres sur le genre ou la protection sociale, en finançant des programmes de recherche-action avec des organisations internationales). Il s'agit aussi de promouvoir des approches pluridisciplinaires et partenariales, dans la mesure où le développement social, à caractère transversal, requiert une étroite coordination avec de nombreux secteurs (formation professionnelle, éducation, santé, gouvernance...). Le troisième axe concerne la réponse à des besoins concrets et prioritaires des populations du Sud, qui conjugue une perspective économique (insertion) et politique (approche centrée sur l'affirmation des droits de la personne humaine).

<http://217.167.236.241/DOCKBAFD/546.pdf>

➤ L'article

Community-based and -driven Development : a Critical Review - Développement communautaire : analyse critique - Mansuri, G. ; Rao, V. The World Bank Research Observer, volume 19, 2004 - pp. 1-40

Le développement communautaire est devenu une forme importante d'aide au développement. Or, selon l'article, une revue des concepts fondateurs et des résultats montre que les projets qui reposent sur la participation communautaire n'ont pas complètement réussi à toucher les pauvres. Il semble qu'ils soient efficaces dans la création d'infrastructures communautaires, mais aucune étude ne peut établir de lien de causalité entre résultats et participation dans les projets de développement communautaire. Les auteurs affirment qu'en effet la plupart de ces projets sont gérés par les élites, et que les projets tendent à perdre en qualité dans les communautés plus inégalitaires. Des études qualitatives indiquent que la soutenabilité des initiatives communautaires dépend principalement de l'environnement institutionnel, qui lui-même dépend de l'engagement de l'Etat et de la fiabilité des dirigeants. Elle semble plus assurée également dans le cas de projets à long terme dont l'évaluation et le suivi ont été bien conçus.

➤ L'agenda

- *Conférence internationale sur les migrations, 5 septembre 2004, Bangkok, Indonésie*
- *Colloque international - La société civile et la lutte contre la pauvreté - Banque interaméricaine de développement (BID) et divers, 6-7 septembre 2004, Buenos Aires, Argentine*
- *Sommet extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine sur l'emploi et la lutte contre la pauvreté - Union africaine, 8-9 septembre 2004, Ouagadougou, Burkina Faso*
- *Conférence internationale sur l'éducation « Education de qualité pour tous les jeunes » - UNESCO, 8-11 septembre 2004, Genève, Suisse*
- *Colloque international « Les migrations internationales : observations, analyses et perspectives » - Association internationale des démographes de langue française (AIDELF), 20-24 septembre 2004, Budapest, Hongrie*

LES ORGANISATIONS

➤ L'ouvrage

Responsabilité du banquier : entreprise en difficulté, crédit fautif, expertise - Buthurieux, A. - Juris Classeur, 2004 - 244 p.

Les récents crashes financiers dans lesquels se sont trouvés impliqués des banquiers ont suscité des critiques fortement médiatisées et des griefs judiciaires. Répondre avec pertinence aux interrogations du juge ou donner un conseil préventif au banquier suppose : une réflexion sur l'entreprise en difficulté, ses indicateurs, ses différents concepts ; une analyse de la doctrine et de la jurisprudence mais aussi de la méthodologie de l'expert en quête d'une information discriminante du crédit fautif, qu'il s'agisse de soutien abusif de crédit, de complicité de banqueroute ou de rupture brutale. C'est le fruit de trente années d'expérience de la vie des affaires et de l'expertise que l'on retrouvera dans cet ouvrage, aussi bien dans la partie méthodologique que dans les cas concrets de mise en cause de la responsabilité civile et pénale du banquier. Le glossaire inédit des «termes psycho-relationnels» éclairera tout particulièrement le lecteur sur la complexité, la difficulté et les risques de la décision de crédit.

➤ Le rapport web

L'industrialisation, l'environnement et les Objectifs du millénaire pour le développement en Afrique subsaharienne – ONUDI, 2004 - 242 p.

Ce rapport propose une mise à jour des données existantes sur les performances industrielles de l'Afrique subsaharienne, expose les défis rencontrés par la région et la politique de l'ONUDI en matière de lutte contre la pauvreté dans ce secteur. Il met en particulier l'accent sur les dynamiques de croissance, de création de richesse et de progrès social de la région dans un contexte de consensus international sur la poursuite des Objectifs du millénaire et de mise en œuvre de stratégies de lutte contre la pauvreté. La première partie du rapport passe en revue les options prises par les pays de la région pour réduire la pauvreté par le biais de changements structurels, de promotion de la croissance et de la diversification, et par le renforcement des capacités institutionnelles et sociales. Il tente de définir les moyens d'accroître la participation du secteur privé, renforcée par la fourniture de biens publics, tout en insistant sur la nécessité de protéger l'environnement et d'utiliser les technologies avancées. La seconde partie donne une série d'indicateurs de performance du secteur industriel des pays de la région.

<http://217.167.236.241/DOCKBAFD/554.pdf>

➤ L'article

Le défi de la philanthropie mondiale - Chen, L. - Revue des questions humanitaires, 2004 - pp. 26-29

Les conflits, le terrorisme et le VIH/SIDA ont dévasté de nombreuses sociétés au cours des dix dernières années et ont placé les humanitaires devant d'importants défis. Le Dr Lincoln Chen, fondateur et directeur de la Global Equity Initiative à l'Université de Harvard depuis 2001, décrit comment on peut étendre l'espace humanitaire en mettant l'accent sur la "sécurité humaine". Premièrement, la sécurité humaine est centrée sur l'être humain et donne la priorité à la sécurité du point de vue des personnes et non des Etats. Elle ne remplace pas la sécurité de l'Etat mais complète son action pour protéger ses citoyens. Deuxièmement, la sécurité humaine est globale, elle encourage la liberté par opposition à la violence et à la pauvreté. Un type d'insécurité peut en générer un autre. Troisièmement, la stratégie de la sécurité humaine consiste en une protection venant d'en haut et en une responsabilisation d'en bas. Celles-ci sont complémentaires et synergiques et guident les acteurs institutionnels.

➤ L'agenda

- *Les nouvelles frontières de l'internationalisation : défis et perspectives pour les PME – ASPEN Institute, 20 septembre 2004, Tréviso, Italie*
- *Microcredit European Conference – EMN, MEC et MEFI, 21-23 septembre 2004, Bruxelles, Belgique*
- *4^{ème} Conférence internationale sur l'entrepreneuriat : contexte, lieux et valeurs – Programme LEED/OCDE, 22-24 septembre 2004, Paris, France*
- *Du commerce électronique à la cyber-économie – Industrie Canada, 27-28 septembre 2004, Ottawa, Canada*
- *Forum sur la compétitivité des entreprises et les actifs intellectuels – Direction de la science, de la technologie et de l'industrie – OCDE, 6 octobre 2004, Paris, France*

DROIT, REGULATION➤ **L'ouvrage**

Economie politique internationale - Chavagneux, C. - La Découverte, 2004 - 121 p.

L'économie politique internationale s'intéresse à des questions d'une actualité brûlante : Qui détient le pouvoir dans l'économie mondiale ? Comment s'exerce la domination des Etats-Unis ? Les marchés financiers imposent-ils leur loi ? Quel est le pouvoir des entreprises multinationales ? Du Fonds monétaire international ? Des mafias ? Les mouvements sociaux internationaux vont-ils changer le monde ? Trois écoles de pensée, analysées ici en détails, alimentent les débats. La première défend l'idée que les Etats restent les principaux acteurs du système international. La deuxième privilégie la montée en puissance d'une classe dirigeante transnationale. La troisième met l'accent sur le rôle politique des acteurs non étatiques (multinationales, banquiers, bandits...).

➤ **Le rapport web**

Rapport 2004 sur la gestion des risques à la BEI - Banque européenne d'investissement, 2004 - 9 p.

Le rapport 2004 sur la gestion des risques a pour objet d'informer le Conseil des gouverneurs de la Banque des modifications apportées en 2003 par la BEI dans ce domaine. Il présente, sous une forme résumée, les faits nouveaux concernant les politiques organisationnelles et les modifications apportées aux politiques générales en matière de crédit, de marché et d'organisation, ainsi que les ajustements effectués sur le plan des méthodologies utilisées par la BEI au cours de 2003 pour ce qui concerne les systèmes de contrôle des risques. Le rapport donne par ailleurs un aperçu global de la qualité de crédit du portefeuille de la Banque.

http://www.bei.org/Attachments/general/risk_management_2004_report_fr.pdf

➤ **L'article**

Les nouvelles technologies financières de gestion des risques - Shiller, R. Problèmes économiques, n° 2854, 2004 - pp. 28-30

Quelle relation existe-t-il entre la finance, l'assurance et le bien-être social ? L'auteur met en avant les liens étroits qui peuvent exister entre ces deux secteurs d'activité et ce critère de l'état de satisfaction sociale d'une population. D'après l'auteur, nos économies disposent de technologies financières leur permettant de faire face à des risques économiques croissants. Des instruments permettant de se couvrir contre le risque de change ou le risque d'évolution des prix des matières premières fonctionnent déjà. Demain, le progrès technique sera tel que chaque individu pourra se couvrir contre des risques très personnalisés comme la perte d'emploi ou de logement... L'auteur dresse l'état des lieux des techniques novatrices de gestion des risques qui pourraient à l'avenir avoir des retombées importantes.

➤ **L'agenda**

- *APEC : conférence à haut niveau sur la réforme réglementaire, OCDE, 8-9 septembre 2004, Tokyo, Japon*
- *Réunions annuelles du FMI et de la Banque mondiale, 26-27 septembre 2004, Washington, D.C., EU*
- *Promouvoir la cohérence des politiques pour le développement, Marshall Fund of the United States et Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas, 1-2 octobre 2004, Washington, D.C., EU*
- *Réunion annuelle des Ministres du G10, Banque mondiale et Fonds Monétaire International, 2-3 octobre 2004, Washington, D.C., USA*
- *Atelier annuel sur les typologies - Groupe Asie/Pacifique sur le blanchiment des capitaux, Gafi, 5-6 octobre 2004, Brunei, Darussalam*

GEOGRAPHIES

➤ L'ouvrage

La Turquie moderne et l'islam - Zarcone, T. – Flammarion, 2004 – 362 p. Cote PTR.003

Intermédiaire indispensable des relations Ouest-Est depuis la disparition de l'URSS et l'ouverture de l'Asie centrale, la Turquie est aujourd'hui comptée à l'égal des plus puissantes nations. L'histoire moderne du peuple turc est contenue dans deux mots : réformisme et pluralisme religieux. Depuis le début du XIX^e siècle, l'empire ottoman témoigne d'une étonnante capacité à réformer ses institutions et à transformer sa société, mariant la tradition coranique et la pensée européenne : c'est à Istanbul que le monde musulman inaugure son siècle des Lumières. Puis, au début du XX^e siècle, sous l'impulsion de Mustapha Kemal, futur Atatürk, l'Empire devient une république laïque. Celle-ci a su toutefois préserver le pluralisme religieux d'une société qui se trouve au carrefour de courants variés de l'islam. Aujourd'hui, la Turquie est un laboratoire politique, culturel et social unique où se conjuguent Orient, Occident, islam et modernité.

➤ Le rapport web

The Gambia - La Gambie - FMI, 2004 - 109 p.

Dans ce rapport publié en mai, le FMI constate une nette reprise de l'économie du pays (+8,8% en 2003, contre -3,2% en 2002), mais une grave poursuite de l'inflation : +17% pour les prix à la consommation, soit deux fois plus qu'en 2002. Ce taux passe à 28,3% si l'on inclut la dépréciation monétaire. En effet, le dalasi a perdu la moitié de sa valeur en deux ans. La progression du produit intérieur brut en volume se situe à 10,3 milliards de dalasis en 2003 contre 7,4 milliards en 2002. La reprise économique de la Gambie est essentiellement due à la production d'arachides et au secteur touristique qui a apporté 39 millions de dollars de recettes en 2003 contre 33 millions en 2002. A cela s'ajoutent les transferts en devises effectués par les émigrés gambiens et qui s'élèvent à 23 millions de dollars, soit deux fois les recettes d'exportations agricoles. Enfin, le rapport souligne la nécessité pour la Gambie de réduire son recours au financement monétaire et son endettement. Le déficit budgétaire représente 6% du PIB et la dette extérieure atteint 562 millions de dollars, soit une fois et demie la valeur du PIB annuel.

<http://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2004/cr04142.pdf>

➤ L'article

Nigeria - 2004 - Risques Internationaux, n° 11, 2004 - 5 p.

Le Nigeria attire de nombreux investisseurs, dopés par la hausse des cours et par le potentiel du pays où la production d'hydrocarbures est appelée à doubler dans les cinq ans. Entre 2000 et 2003, les investissements directs étrangers ont connu une progression en volume de l'ordre de 40%. Mais les excellentes perspectives nigérianes dans le domaine pétrolier ne permettent pas de redresser le niveau de vie des Nigériens ni de calmer les tensions politiques générées par l'inégale répartition géographique des richesses. Le Nigeria, en proie à des violences meurtrières qui font douter de l'autorité du gouvernement fédéral, est au bord de l'explosion. La répartition des richesses pétrolières reste l'enjeu majeur des affrontements qui minent les principales régions du pays. En voie de désertification, le Nord n'appuie un pouvoir central affaibli que dans la mesure où celui-ci continue à le faire bénéficier des revenus pétroliers tirés du Sud. Nombre d'analystes retiennent leur verdict. L'armée, si elle ne détient pas le monopole de la violence organisée, en a néanmoins la suprématie et garde une certaine cohésion, tout en demeurant fondamentalement corrompue. Elle est le pilier du pouvoir.

➤ L'agenda

- *Promouvoir et préserver le patrimoine congolais, UNESCO, 6-26 septembre 2004, Paris, France*
- *8^{ème} Foire internationale de l'agriculture au Maroc, Agrimaroc, 23-26 septembre 2004, Casablanca, Maroc*
- *Les opportunités dans la région du Grand Mékong – CFCE, Ubifrance, 28 septembre 2004, Paris, France*
- *Séminaire consacré aux projets routiers au Maghreb – CFCE, Ubifrance, 29 septembre 2004, Paris, France*
- *Séminaire Afrique du Sud – CFCE, Ubifrance, 12 octobre 2004, Paris, France*

Cette revue mensuelle des publications sur le développement a pour ambition de donner chaque mois, de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement économique et de la lutte contre la pauvreté. Elle complète d'autres supports d'information ou d'analyse du groupe - internes ou externes - développés récemment ou en cours d'élaboration. Elle met l'accent sur l'événement majeur de la période, dans une logique de gestion des connaissances et d'anticipation. Cette revue s'attache notamment à la restitution des contenus publiés par les éditeurs et revues suivantes et n'engage donc pas la responsabilité de l'AFD :

A propos ■ *Africa confidential* ■ *African business magazine* ■ *African review of money finance and banking* ■ *Afrique agriculture* ■ *Afrique éducation* ■ *Aghrymet* ■ *Bulletin Alter-agri* ■ *Alternatives économiques* ■ *Alternatives internationales* ■ *Arabies* ■ *Archimède et Léonard* ■ *Les carnets de l'Aitec* ■ *Ashgate* ■ *Assexport* ■ *Autrepart* ■ *Aventure au XXème siècle* ■ *Banque magazine* ■ *Bois et forêts des tropiques* ■ *Bulletin de l'Union européenne* ■ *Bulletin d'informations économiques et commerciales Nigéria* ■ *Bulletin du club du Sahel* ■ *Bulletin du Conseil général du Gref* ■ *Bulletin du Fmi* ■ *Bulletin du Parlement européen* ■ *Bulletin économie solidaire Ires* ■ *Bulletin Medcoop* ■ *Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse* ■ *Bulletin Objectif Terre* ■ *Bulletin officiel de la Banque de France* ■ *Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission d'Outre-mer (Ieom)* ■ *Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission des Dom (Iedom)* ■ *Bulletin tropical Cahiers/agriculture* ■ *Les Cahiers de l'Ifri* ■ *Les Cahiers de l'Outre-mer* ■ *Les Cahiers d'études et de recherches francophones* ■ *Cambridge Journal of Economies* ■ *Choix* ■ *La chronique Amnesty International* ■ *Commerce international du bois* ■ *Le Courrier de la planète* ■ *Le Courrier des Pays de l'est* ■ *Le Courrier du maire* ■ *Critique internationale* ■ *Déchets, sciences et technique* ■ *Diagoflash* ■ *Dialogue* ■ *Eau potable* ■ *Ecoliers du monde* ■ *Economia* ■ *Economica* ■ *Economie et humanisme* ■ *Economie et prévision* ■ *Economie et sociétés* ■ *Economie et statistique* ■ *Economie internationale* ■ *L'Economie politique* ■ *Economie rurale* ■ *Energie plus environnement et techniques* ■ *L'Environnement magazine, décision environnement* ■ *Revue études* ■ *Les études de la Dgcid* ■ *Etudes foncières* ■ *L'Expansion Management Review* ■ *Eyrolles* ■ *Faim et développement magazine* ■ *Far Eastern Economic Review* ■ *Finances et développement* ■ *Bulletin d'information forêt méditerranéenne* ■ *Forum du commerce international* ■ *Fraternel* ■ *Fruitrop* ■ *Gafr* – bulletin d'informations ■ *Géopolitique* ■ *Gérer et comprendre - annales des mines* ■ *Grain de sel* ■ *Gret* ■ *L'Harmattan* ■ *Health Policy and Planning* ■ *Hérodote* ■ *Hommes & migrations* ■ *Hydro plus magazine* ■ *Industry and Environment* ■ *Infosuma* ■ *Insee première* ■ *International Rubber Digest* ■ *IRD* ■ *Journal des Communautés européennes* ■ *Journal of African Economies* ■ *Journal of Microfinance* ■ *Khartala* ■ *Lettre Africa Energy Intelligence* ■ *Lettre d'information de l'Adea* ■ *Lettre d'information de l'Eadi* ■ *Lettre de conjoncture Bnp Paribas* ■ *Lettre de la profession bancaire* ■ *Lettre de l'Atibi* ■ *Lettre de l'Isted* ■ *Lettre de l'Océan indien* ■ *Lettre de Profession politique* ■ *Lettre de transparence* ■ *Lettre du blanchiment* ■ *Lettre du Cean* ■ *Lettre du Cepii* ■ *Lettre du Sahel* ■ *Lettre Gereso* ■ *Lettre mensuelle d'Equilibre et populations* ■ *Lettre mensuelle Ieom* ■ *Lettre mensuelle Iedom* ■ *Liaisons énergies francophonie* ■ *Litec* ■ *Maghreb sélection* ■ *Marchés des céréales* ■ *Marchés du riz* ■ *Le Marin* ■ *Middle East Economic Digest* ■ *Mining journal* ■ *Le Moci* ■ *Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment* ■ *Nord- Sud Export* ■ *Les Notes bleues de Bercy* ■ *Note de conjoncture de l'Insee* ■ *Notes et études documentaires* ■ *Notes rapides de l'aurif* ■ *Les Nouvelles calédoniennes* ■ *Les Nouvelles d'Addis* ■ *Nouvelles de l'Uit* ■ *Nouvelles du sud* ■ *Nouvelles économiques et financières de Tunisie* ■ *Les Nouvelles de l'Office international de l'eau* ■ *L'Observateur de l'Ocde* ■ *Observations et diagnostics économiques* ■ *Ocde* ■ *Oil World* ■ *Option finance* ■ *Péninsule* ■ *Perspectives de l'alimentation Fao* ■ *Perspectives économiques de l'Ocde* ■ *Pétrole & gaz informations* ■ *Peuples en marche* ■ *Politique africaine* ■ *Politique étrangère* ■ *Problèmes économiques* ■ *Repères émergents* ■ *Revue Cambodge actualités* ■ *Revue d'économie du développement* ■ *Revue d'économie financière* ■ *Revue d'économie industrielle* ■ *Revue d'économie politique* ■ *Revue de la stabilité financière* ■ *Revue des concessions et délégations de service public* ■ *Revue des transports urbains* ■ *Revue des questions humanitaires* ■ *Revue du Trésor* ■ *Revue économique et sociale* ■ *Revue humanitaire* ■ *Revue Tiers monde* ■ *Rice Situation and Outlook Report* ■ *Santé et travail* ■ *Savings and Development Sciences* ■ *Journal sécheresse* ■ *Small Enterprise Development Journal* ■ *Sociétal* ■ *Sugar and sweetener* ■ *Syfia international* ■ *Systèmes solaires* ■ *Techniques financières et développement* ■ *Techniques culturelles simplifiées* ■ *Transports urbains* ■ *Transport international Urbanisme* ■ *Vietnam Investment Review* ■ *Villes en développement* ■ *Vivre autrement* ■ *World Bank Economic Review* ■ *World Bank Research Observer* ■ *World Development* ■ *World Economic and Financial Surveys* ■ *World Economic Outlook*.

Responsable de la rédaction :

Hervé BOUGAULT

Coordination :

Chantal SARALLIER

Véronique SAUVAT

Réalisation :

Alfred HUC

Monique LAFFAITEUR

Annie LOPEZ PORTZERT

Chantal SARALLIER

Sylvie SCIANCALEPORE

Saisie/mise en page

Francine GILBERT